



**HAL**  
open science

## La France de l'Ouest : L'Ille-et-Vilaine

Marie-Hélène Buttler, Jacqueline Sainclivier

► **To cite this version:**

Marie-Hélène Buttler, Jacqueline Sainclivier. La France de l'Ouest : L'Ille-et-Vilaine. Philippe Buton; Jean-Marie Guillon. Les pouvoirs en France à la Libération, Belin, p. 406-416, 1994, 2701116090. halshs-04268173

**HAL Id: halshs-04268173**

**<https://shs.hal.science/halshs-04268173v1>**

Submitted on 2 Nov 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## La France de l'Ouest : L'Ille-et-Vilaine

Marie-Hélène Buttler et Jacqueline Sainclivier

Dans ce département breton, « républicain catholique<sup>1</sup> », se dégageait, à la veille de la guerre, une majorité de droite modérée avec des villes plus progressistes que leur campagne et une région malouine au comportement spécifique. L'Église y joue un rôle-clé ainsi que le monde paysan. Ce dernier a été vichyssois pratiquement jusqu'en 1944 ; l'Église, elle, est restée sur une prudente réserve. La Résistance, dominée par le FN et les FTPF, a d'abord été un phénomène urbain avant de se développer progressivement mais inégalement dans le monde rural. Siège de la préfecture régionale, les conditions dans lesquelles se déroulent la Libération et la mise en place des pouvoirs, y sont primordiales<sup>2</sup>.

### **Le retour à la liberté**

#### *Les journées de Libération*

La Libération se fait très vite après la percée d'Avranches, puisque Rennes est libérée le 4 août 1944, et Saint-Malo le 14, mais leur Libération sont des exemples flagrants de l'incompréhension, voire de la méfiance des Américains vis-à-vis des Résistants.

En effet, leurs troupes stationnèrent aux portes de Rennes du 31 juillet au 4 août 1944, alors que les Résistants avaient prévenu qu'il était possible d'y entrer sans risque majeur ; cela permit le départ des Allemands et surtout celui d'un ultime train de déportation, le 3 août. Ce même jour, les Résistants prennent la préfecture et la mairie<sup>3</sup>. Nommé commissaire de la République en octobre 1943, par le général de Gaulle, Victor le Gorgeu<sup>4</sup> s'installe à la préfecture, tandis que la délégation spéciale présidée par Yves Milon, doyen de la faculté des Sciences, Résistant de la première heure, en fait autant à la mairie. Le CDL, reconstitué après la répression de février, est présidé par un radical-socialiste, membre de Libération-Nord. Une femme du MLN est vice-présidente et le secrétaire est un socialiste, membres de Libé-Nord. Parmi ses membres, toutes les tendances et toutes les forces vives sont représentées. Le PCF et ses organisations satellites ne représentent qu'un quart du CDL, ce qui est beaucoup dans un département qui ne comprenait aucun élu communiste avant la guerre, mais cela reste inférieur à son influence réelle dans la Résistance. Ce sont donc ces nouvelles autorités issues de la Résistance qui accueillent les Américains, conformément aux vœux du général de Gaulle, surtout dans une capitale régionale.

---

<sup>1</sup> Cf. Henri Goallou : « Pratique religieuse et opinions politiques en Ille-et-Vilaine à la fin du XIXe siècle », *Annales de Bretagne*, 1965, pp. 299-309

<sup>2</sup> Cf. aussi Jacqueline Sainclivier, « Jalons pour une histoire de la Bretagne libérée (1944-1946) », dans *Revue Historique*, avril 1985, pp. 383-418.

<sup>3</sup> Entretiens avec Hubert de Solminihac, responsable départemental de *Défense de la France*.

<sup>4</sup> Ancien sénateur-maire radical-socialiste de Brest, il avait été démis de ses fonctions en 1941.

Le siège de Saint-Malo parenthèse (6-14 août) donne lieu aux mêmes erreurs de la part des Américains, ce qui conduit à la destruction de la ville intra-muros par leur artillerie<sup>5</sup>.

Dans le reste du département, les combats sont peu nombreux et le rôle des FFI à partir du 31 juillet 1944 est principalement un rôle d'éclaireurs et de « nettoyage » après le passage des Américains. Dès la fin août, les FFI rejoignent le front des poches de Saint-Nazaire ou de Lorient.

La Libération est donc le fait pour l'essentiel des Américains. La Résistance, décimée par la répression au printemps 1944, ne joue qu'un rôle d'appoint. En revanche, entre la Libération et les premières élections, ses membres exercent un rôle certain, mais en définitive éphémère, dans les nouvelles structures.

### *Le pouvoir municipal à la Libération*

Dès la Libération, la question municipale se pose avec acuité, car elle induit une certaine stratégie du pouvoir, et le type de rapports avec les préfets et les organismes de Résistance (CDL et CLL).

À Rennes, la délégation spéciale comprend des représentants de toutes les tendances de la Résistance, mais la situation est plus complexe dans les campagnes où l'ordonnance d'Alger du 21 avril 1944 prévoit le rétablissement pur et simple des anciennes municipalités élues en 1935. Dans la plupart des cas, les FFI et les CLL souhaitent voir dans ces nouvelles municipalités d'authentiques résistants ; le préfet ne doit donc ni heurter de front la population modérée du département, ni les Résistants. Il s'inquiète des CLL qui se sont constitués en « *groupant des personnalités qui se cooptaient elles-mêmes et qui avaient généralement peu d'influence [...]. Il est permis d'avancer que dans leur grande majorité, les CLL sont déconsidérés aux yeux de la population*<sup>6</sup> ».

Cependant, le préfet travaille en étroite coopération avec le CDL : pour lui, les municipalités nommées pendant l'occupation doivent être maintenues au « *lorsque l'attitude de leurs membres a été indiscutablement patriotique* ». Au début de novembre 1944, il considère que les collèges municipaux d'Ille-et-Vilaine doivent être pour les deux tiers l'émanation des scrutins des dernières consultations communales, et pour un tiers, la représentation des aspirations des citoyens<sup>7</sup>.

Dès octobre 1944, sur 361 communes, 121 conseils municipaux font l'objet d'une intronisation de nouveaux édiles – parmi eux, des femmes – la moitié est installée avec l'assentiment de la grande majorité de la population, des CLL et du CDL. En janvier 1945, 176 municipalités seulement ont été maintenues. De nombreux décès chez les anciens élus, parfois la pression des CLL en sont la cause.

### *Les problèmes majeurs : ravitaillement et épuration*

Avec la reconstruction (72 000 sinistrés), ils témoignent du rapport des forces dans le CDL, et, avec les autres autorités<sup>8</sup>.

---

<sup>5</sup> Cf. La contribution de Jacqueline Sainclivier in André Lespagnol (dir.) *Histoire de Saint-Malo*, Privat, 1984, pp. 272-276.

<sup>6</sup> AD 43 W 167 : rapport du préfet de janvier 1945.

<sup>7</sup> AD 43 W 167 : rapport du préfet d'octobre 1944.

<sup>8</sup> AD 43 W 133 : rapport du directeur des PG, déportés, réfugiés du 6 février 1945

Dans ce riche département agricole, le ravitaillement fait l'objet de divers vœux du CDL ; excédentaire, il alimente la région parisienne, des départements, voisins, des villes, comme Angers ou Marseille<sup>9</sup>. Les quantités produites n'étaient pas en cause, mais leur distribution. L'amélioration la plus évidente fut la réapparition du poisson sur les marchés côtiers avec la fin de l'interdiction de naviguer<sup>10</sup>. Mais l'optimisme fait place progressivement à la déception. D'abord, l'hiver 1944/1945 est rude et le gel diminue les productions entraînant des difficultés de ravitaillement pour les villes : Rennes manque de lait et de farine (dans une région très productrice !) mais ni de viande, ni de beurre. Surtout, pendant l'été 1945, l'arrivée de 60000 estivants sur la côte et d'une cinquantaine de colonies de vacances, attirées par ce département agricole provoque la colère de la population. Le 27 juillet 1945, a lieu à Saint-Malo un meeting contre les difficultés du ravitaillement (2500 personnes). Les manifestants reprochent aux autorités de maintenir les mêmes taxations sur le département alors que cet afflux brutal de population ponctionne les ressources et que les tickets de la population locale ne sont plus honorés<sup>11</sup>. À Rennes, en août 1945, l'une de ces manifestations organisées par plusieurs partis et mouvements réunit 12 000 personnes qui remettent un cahier de doléances au préfet, réclamant la suppression, des tickets de pain, l'augmentation de la ration de viande et soulignant les points noirs du ravitaillement : sucre, vin, vêtements, chauffage<sup>12</sup>. Or, à la fin de l'année 1945, la situation n'a guère changé et est même dramatique à Saint-Malo ou à Fougères en raison des destructions.

L'épuration est l'autre point sensible. La période de « l'épuration sauvage » sans le moindre contrôle est très brève en Ille-et-Vilaine, quelques jours, au plus une semaine. Pour toute la période de l'Occupation et de la Libération, les exécutions sommaires ont été très faibles (onze recensés, sûrement pas plus de quinze) à la différence du département voisin, des Côtes-du-Nord, mais un peu comme en Mayenne.

Avec la légalisation de l'épuration, CDL se comporte en groupe de pression « *poussant sans cesse les autorités administratives à une répression dure et étendue*<sup>13</sup> ». En fait, le CDL est divisé est divisé l'opinion. Celle-ci suit une évolution sinusoïdale : très sévère aux lendemains de la Libération et après le retour des déportés, elle a d'autres préoccupations (emploi et ravitaillement) entre les deux.

Le pouvoir administratif souhaite éviter une justice populaire expéditive et décide toute une série d'internements, maintenus pendant les deux ou trois premiers mois. Dans l'ensemble, les peines prononcées par la Cour de Justice du département sont plus sévères que dans le reste de la région. Cette sévérité s'explique par le fait qu'elle a eu à traiter des affaires par contumace, et des affaires concernant l'ensemble de la région (préfet régional, intendant de police, commissaire régional aux questions juives...). En revanche, la Chambre civique paraît plus indulgente (difficulté à déterminer les culpabilités ? Rôle de la composition des chambres ?).

Les condamnations à mort représentent 12,73 % des dossiers traités par la Cour de Justice, mais toutes n'ont pas été exécutées ; les femmes ont été systématiquement graciées et quelques hommes sans que nous puissions donner plus de précision.

---

<sup>9</sup> AD 43 W 205 : *rapport du secrétaire général de la police* (21 septembre 1944).

<sup>10</sup> AD 43 W 205 : *rapport de police* du 14 octobre 1944

<sup>11</sup> AD 43 W 205 : *rapport de police* du 31 juillet 1945

<sup>12</sup> AD 43 W 140 : *rapport de police* du 15 août 1945

<sup>13</sup> AD 43 W 140 : *rapport du commissaire de la République sur l'épuration* (15 mars 1946)

Cette épuration judiciaire a donné lieu à de nombreuses réactions passionnelles et d'importantes controverses, alimentées par le CDL qui souvent pousse à des arrestations (à l'automne 1944 surtout) et à une position plus dure. L'épuration judiciaire n'a-t-elle concerné que les « lampistes » ? En fait, pour la période d'existence de la Cour de Justice, il est certain que des miliciens et des responsables de la collaboration ont pu s'échapper ont été condamnés par contumace. Mais ce n'est pas général et certains responsables ont effectivement été jugés et condamnés à de lourdes peines. Ce retour à la liberté, qui a suscité tant d'espoir, n'a pas été aussi idyllique que prévu, mais en Ille-et-Vilaine, la modération domine.

## Les premières élections

### *Préparation*

Les élections municipales d'avril-mai 1945, première consultation électorale depuis 1937, constituent un enjeu considérable : dans ce département « conservateur » ferment, ne risque-t-on pas de devoir réélus d'anciens élus sollicitant une « réhabilitation civique » ? La campagne électorale est marquée par deux questions :

- Les femmes votent pour la première fois ; majoritaires dans le corps électoral (53,72 %), elles seraient plus influencées par les « suggestions du clergé » ce qui laisse craindre un « *accroissement triomphale de l'ancienne majorité conservatrice*<sup>14</sup> ».
- Surtout, cette campagne placée « *sous le signe de l'attachement des candidats à la politique du gouvernement* », voit de très nombreuses tractations locales et les difficultés à constituer des listes communes, à cause « *des procédés habituels du parti communiste, qui veut intégrer les organisations satellites de son parti : FN, UFF, CGT* » ce qui engendre les protestations des autres partis et entraîne dans les grands centres urbains des confrontations idéologique acharnées : le cas le plus fringant et l'échec à Rennes d'une liste commune devant l'opposition des dirigeants du MRP face aux exigences du PCF.

En effet, si les étiquettes des candidats en Ille-et-Vilaine sont très diverses, deux parties dominent la préparation de la consultation : le MRP et le PCF. Le MRP a des cadres dynamiques (dont Henri Fréville), qui ont participé au congrès fondateur<sup>15</sup> ; créé en novembre 1944, il a environ 1500 adhérents dès janvier 1945. À la même date, le PCF à 3500 adhérents, outre ses organisations satellites. Les autres partis, quoique bien implantés, ne sont pas dans la même position : la SFIO (1500 adhérents), en déclin, garde son fief chez les ouvriers de la chaussure de Fougères ; l'URD avec son réseau de notables est très influente dans les arrondissements de Redon et de Vitré<sup>16</sup>.

Ainsi se dessine déjà la physionomie politique du département avec deux pôles dynamiques, voire turbulents : Rennes et la région malouine, et des régions conservatrices (Vitré et Redon). Pour le préfet, « *les paysans restent soumis à l'influence du maître sur les terres duquel ils sont*

---

<sup>14</sup> AD 43 W 167 : *rapport du préfet* de mars 1945

<sup>15</sup> AD 43 W 139 : *rapport des RG* du 15 janvier 1945

<sup>16</sup> AD 43 W 140 : *rapport des RG* de mars 1946

*bien souvent installés depuis des générations »* et le maître va jusqu'à « *remettre le bulletin de vote, le jour des élections* » ; enfin, le clergé, jouit d'une forte influence est la population tend « *à suivre ses instructions à la lettre* <sup>17</sup>».

Rennes et deux villes de la région malouine vécurent une compétition idéologique et politique particulièrement active. A Rennes, trois listes briguent les suffrages de leurs concitoyens : une liste « antifasciste de la démocratie et de la Résistance », une liste « républicaine d'union pour la reconstruction de la ville » et une liste MRP, la seule politiquement homogène, soutenue par *La voix de l'Ouest* et surtout par *Ouest-France*. La liste antifasciste s'est constituée sous l'égide du CDL et de la CGT (mais sans domination communiste). La seconde liste est dirigée par Château, ancien maire élu en 1935, démis par Vichy en juin 1944 ; elle regroupe des personnalités locales, reflétant les opinions politiques de la population rennaise (centre-gauche), mais surtout elle apparaît « *comme le symbole de la protestation contre les excès des comités de libération* ».

À Saint-Malo s'affrontent quatre listes pour le premier tour de scrutin : la liste d'unité républicaine antifasciste, la liste radicale-socialiste conduite par l'ancien sénateur-maire Gasnier-Duparc, la liste MRP, la liste de « Défense des sinistrés et des intérêts malouins ». Enfin, à Saint-Servan, la liste de la délégation spéciale, axée sur les partis de gauche et les mouvements de Résistance, s'oppose à une liste se réclamant des intérêts servannais conduite par l'ancien maire, nommé par Vichy, et relevé de ses fonctions à la Libération...

### **Un nouveau rapport de force ?**

Le taux de participation électorale est très élevé (plus de 80 % au premier tour est 75 % au second tour). Le tiers des municipalités est élu dès le premier tour. Ce scrutin traduit un léger glissement à gauche des conseils municipaux par rapport à l'avant-guerre avec gain des « forces républicaines » dans les fiefs conservateurs, mais il convient de nuancer ce tableau d'ensemble.

Dans l'arrondissement de Rennes, les délégations spéciales sortantes l'emportent et le préfet conclut : « *Il convient d'insister sur le succès politique des partis de gauche et d'extrême-gauche, associés aux mouvements de Résistance qui aura une vive répercussion en Ille-et-Vilaine, pouvant servir de prélude à un regroupement des forces républicaines.* » En revanche, à Vitré, le conseil reste composé d'une majorité de conservateurs. Dans certains bourgs ruraux, les CLL ont fait élire des candidats conservateurs aux dépens des partis de gauche.

Une fois de plus, la région malouine a posé le plus de problèmes avec une confrontation très acharnée à la fois idéologique et personnelle au second tour (trois listes à Saint-Malo et quatre à Saint-Servan). La grande nouveauté est l'émergence du MRP, mais la composition des nouvelles assemblées, très hétérogènes, les rend « ingouvernables ». Saint-Servan est le scandale du département puisque 20 des 27 conseillers municipaux élus sont suspects de collaboration avec Vichy. Dans les petites communes rurales, la situation politique antérieure est confirmée.

En définitive, malgré l'émergence des candidats MRP, le personnel politique se renouvelle peu, même si un glissement à gauche s'est effectué. Les notables influent, surtout dans les communes rurales, se maintiennent. Les mouvements de Résistance obtiennent très

---

<sup>17</sup> Ce serait à nuancer ! AD W 167 : rapport du préfet de mai 1946

peu d'élus (3 % des sièges). Pour le préfet, ce serait là l'expression d'un désaveu du PCF, les membres des mouvements prenant une part active à la vie politique (FN, UFF) étant des « *propagandistes du parti communiste* ».

### **Permanence plus que rupture**

Les élections municipales sonnent le glas des mouvements de Résistance comme groupe politique. Quant à la tentative des États-Généraux, de la Renaissance française, elle échoue. En Ille-et-Vilaine, 250 questionnaires sont envoyés aux municipalités au CLL, mais que dix réponses.

### **La résurgence des syndicats**

Les syndicats connaissent une poussée de leurs effectifs par rapport à 1938 : + 26 % pour la CFTC et + 36% pour la CGT<sup>18</sup>. À la CGT, le poste de secrétaire de l'Union locale de Rennes et celui de l'Union départementale, devenus vacants, passent aux communistes, mais Fougères et Saint-Malo maintiennent des dirigeants hostiles au courant communiste. Pendant toute cette période, les syndicats font preuve d'une grande modération ; les grèves, exceptionnelles, n'excèdent pas 24 heures.

Dans le monde agricole, d'emblée la FDSEA, connaît un grand succès ; dès sa constitution le 24 mai 1945, 99 %, des communes ont déjà constitué un syndicat. L'élection de du bureau veille à l'équilibre géographique et politique avec des conservateurs mais aussi des réformateurs, tel le MRP Alexis Méhaignerie<sup>19</sup>. Dans le bureau, dominant des propriétaires-exploitants. Symboliquement, Jean Nobilet, agriculteur, Résistant déporté, est élu à la présidence de la Fédération ; peu de temps après, le 11 juin 1945, on apprend sa mort. Il est remplacé par Jean Bohuon, un des fondateurs comme lui de la Fédération des syndicats paysans de l'Ouest, mais qui fut aussi le bras droit de Dorgères. Cette élection oriente la FDSEA dans un sens conservateur. Quoi qu'il en soit, sa fondation s'opère sans heurt véritable, contrairement à d'autres départements bretons<sup>20</sup>.

### **Les élections générales**

La participation électorale reste très élevée avec 79 % de votants. Au double référendum, la réponse est nettement « oui-oui » (97,8 % et 79,2 %) mais montre le poids non négligeable du PCF pour la seconde question.

Quant aux résultats à l'Assemblée constituante, ils confirment le rejet de la IIIe République et la spécificité départementale. Dans toute la France, un tripartisme émerge des résultats ; or, ici, le MRP triomphe avec 43 % des voix. Dans un département à très forte pratique religieuse, le MRP, force catholique issue de la Résistance, puise dans un vivier électoral issu du courant démocrate-chrétien d'avant-guerre. Surtout, il a comme tête de liste le

---

<sup>18</sup> AD 43 W 140 : *rapport des RG sur les syndicats* en mars 1946.

<sup>19</sup> Cultivateur, maire de Balazé, futur député de Vitré et Pierre Méhaignerie.

<sup>20</sup> Cf. Jacqueline Sainclivier, *La Bretagne de 1939 à nos jours*, Rennes, Ouest-France, 1989, pp. 260-263.

ministre de la Justice, Pierre-Henri Teitgen, et Rennes est le siège social du quotidien *Ouest-France*. Concurrencé sur sa droite, il se démarque donc bien de celle-ci et semble répondre aux souhaits des électeurs, de voir se construire une société nouvelle, plus juste.

En Ille-et-Vilaine, la passation des pouvoirs à la Libération se fait rapidement et avec modération. Lors des élections, la population fait des choix « rassurants » (pour le préfet).

Aux élections générales, le rapport de force globale droite-centre/gauche ne change guère (les femmes voteraient-elles donc moins à droite qu'on ne le dit ?) mais à l'intérieur de chacune, des glissements s'opèrent vers le PCF d'une part, vers le MRP d'autre part. C'est le « changement dans la continuité ». Cette période, cependant, n'est ni une rupture, ni une simple parenthèse : dans la mémoire collective, elle a fait rejouer des clivages anciens à la Révolution française.